

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTÉRÊT

N° **023** /ASMI/MINTP/SG/DCT/CAO/IE1/NS/2022 DU 21 MARS 2022

POUR LE CONTRÔLE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION OU DE REHABILITATION DE CERTAINS PONTS ET DE LEURS ACCÈS SUR LE RESEAU NATIONAL.

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance un Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt (ASMI), à l'intention des Bureaux d'Études Techniques (BET) et/ou groupement de BET du secteur des BTP qui désirent participer à la pré-qualification pour ces prestations.

I- OBJET DE LA SOLLICITATION

Le présent avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt a pour objet la pré-qualification des BET et/ou groupement de BET devant participer à l'Appel d'Offres International Restreint pour le contrôle et la surveillance des travaux de construction ou de réhabilitation de certains ponts et de leurs accès sur le réseau national

II-CRITERES DE QUALIFICATION

1. Etre un Bureau d'Etudes Techniques ou groupement de Bureau d'Etudes Techniques du secteur des BTP ;
2. Justifier des capacités administratives, techniques et financières requises, notamment :
 - Présenter un dossier administratif conforme aux spécifications du point III.1 ci-dessous ;
 - Avoir une expérience suffisante dans le domaine visé (**contrôle et surveillance des travaux de construction ou de réhabilitation de ponts**) ;
 - Disposer du matériel et du personnel compatible avec les prestations à réaliser ;
 - Disposer d'une capacité financière permettant de préfinancer les prestations.

III -DESCRIPTION DE LA PRESTATION

Globalement, les prestations attendues des BET comprennent :

- Surveiller l'exécution des travaux ;
- Assurer le contrôle technique et géotechnique de la mise en œuvre des travaux ;
- Proposer à la signature du Chef de Service du marché des ordres de services nécessaires à la bonne exécution des travaux ;
- Veiller à l'assurance de la qualité et à l'application des mesures de protection de l'environnement ;
- Veiller à l'établissement des plans de récolement.

IV- DOSSIER DE CANDIDATURE

Au risque de voir son offre disqualifiée, le candidat doit présenter de la façon la plus claire et détaillée possible, les éléments suivants qui doivent être obligatoirement communiqués et feront l'objet de vérification ;

Les pièces justificatives doivent dater de moins de trois (03) mois à la date de lancement de l'Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt.

Le dossier de candidature en un seul volume devra comprendre :

IV-1 : Volume 1 (Pièces administratives)

Le candidat fournira :

- une lettre de motivation dûment signée précisant que le candidat a l'intention de soumissionner à l'Appel d'Offres International Restreint s'il est présélectionné ;
- l'accord de groupement, le cas échéant ;
- une copie certifiée de son registre de commerce ;
- l'attestation de non-redevance au régime réel en original ou copie certifiée conforme ;
- l'original de l'attestation de non-faillite délivrée par le Tribunal du lieu de résidence du siège du candidat ;
- l'original de l'attestation de non-exclusion des Marchés Publics délivrée par l'autorité compétente ;
- l'autorisation de vérification des références ; cette autorisation dûment signée du Directeur Général, autorisé de procéder à toutes vérifications jugées nécessaires, pour s'assurer de l'exactitude des informations relatives aux références présentées ;
- L'original de l'attestation signée du Directeur de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, ou d'un représentant dûment mandaté, certifiant qu'il a effectivement versée à la Caisse les sommes dont il est redevable.

N.B : l'absence ou la non validité de l'une des pièces ci-dessus entraînera l'élimination du candidat.

IV.2. Volume 2 (Dossier Technique)

Le dossier technique devra comprendre :

IV-2-1 : Les moyens humains :

IV-2-1-1 : La liste du personnel d'encadrement

Le candidat fournira la liste définissant le personnel clé accompagnée:

- du curriculum vitae signé de chaque personnel ;
- de la copie certifiée conforme du diplôme de chaque personnel ;
- de l'attestation de disponibilité
- de l'attestation d'inscription à l'ONIGC.

La non production de l'une de ces pièces entraînera pour l'expert considéré, la note zéro(0).

A cet effet, l'entreprise devra justifier de sa capacité à pouvoir mobiliser un personnel de maîtrise composé de :

	Profils/Formation	Expérience et références
1	Un Chef de Mission, Ingénieur de génie Civil (\geqBac+3) ou Ingénieur ouvrage d'art, de formation. Expert en construction des ouvrages d'art	<p>(i) au moins dix (10) ans d'expérience générale dans l'accomplissement de missions d'appui à la personne publique (études, contrôle, assistance technique) dans le domaine de la construction ou de la réhabilitation d'infrastructures routières ;</p> <p>(ii) ayant déjà conduit à ce poste, au moins deux (02) projets d'études ou de contrôle des travaux de construction ou de réhabilitation de ponts ($L \geq 60$ml), ou de routes comprenant des ouvrages d'art (pont de longueur $L \geq 60$ml) ou avoir été Ingénieur Ouvrages d'Art pour au moins quatre (04) projets de construction ou de réhabilitation d'ouvrages d'art (pont de longueur $L \geq 60$ ml) ou de route comprenant les ponts ($L \geq 60$ml).</p>
2	Un Ingénieur Ouvrage d'Art, de formation Ingénieur de Génie Civil ou équivalente (\geqBac+3) ou plus	<p>(i) au moins sept (07) ans d'expérience générale dans l'accomplissement de missions d'appui à la personne publique (études, contrôle, assistance technique) dans le domaine de la construction ou de la réhabilitation d'infrastructures routières ;</p> <p>(ii) ayant déjà conduit à ce poste, au moins deux (02) projets d'études ou de contrôle des travaux de construction ou de réhabilitation de ponts ($L \geq 60$ml), ou de routes comprenant des ouvrages d'art (pont de longueur $L \geq 60$ml) ;</p>
3	Un Ingénieur routier, de formation Ingénieur de Génie Civil ou équivalente (\geqBac+3) ou plus	<p>(i) au moins sept (07) ans d'expérience générale dans l'accomplissement de missions d'appui à la personne publique (études, contrôle, assistance technique) dans le domaine de la construction ou de la réhabilitation d'infrastructures routières ;</p> <p>(ii) ayant déjà conduit à ce poste, au moins deux (02) projets d'études ou de contrôle des travaux de construction ou de réhabilitation de routes comprenant des ouvrages d'art (pont de longueur $L \geq 60$ml) ;</p>
4	Un Technicien supérieur ouvrage d'art de formation (\geqBac+2) ou plus	Disposant d'au moins une expérience minimale de sept (07) ans et ayant déjà été à ce poste dans au moins deux (02) projets de contrôle des travaux de construction ou de réhabilitation d'ouvrage d'art.
5	Un Technicien supérieur routier de formation (\geqBac+2) ou plus	Disposant d'au moins une expérience minimale de sept (07) ans et ayant déjà été à ce poste dans au moins deux (02) projets de contrôle des travaux de construction ou de réhabilitation de routes comprenant des ouvrages d'art (pont de longueur $L \geq 60$ ml).
4	Un Environnementaliste, de formation universitaire (diplôme se rapprochant à la formation) (\geqBac+3) ou plus	Avec une expérience minimale de sept (07) ans et ayant déjà été à ce poste dans des projets de construction ou contrôle des travaux de construction ou de réhabilitation des routes ou des ouvrages d'art.

	Profils/Formation	Expérience et références
5	Un Ingénieur Géotechnicien , de formation Ingénieur de Génie Civil de niveau BAC+3 ou plus ou diplômé de formation universitaire (\geq Bac+4) ou équivalent	Avoir une expérience minimale de sept (07) ans dans le domaine du suivi des études ou de contrôle géotechnique des travaux routiers et de ponts, et ayant déjà été à ce poste dans au moins deux (02) projets similaires.
6	Un Technicien Supérieur Topographe de niveau BAC+2 ou plus	Avoir une expérience minimale de sept (07) ans et ayant déjà été à ce poste dans au moins deux (02) projets d'études ou de contrôle de routes \geq 20km incluant des ouvrages d'art, et au moins un (01) projet d'études ou contrôle de pont de longueur \geq 60ml.

Il est rappelé que les fonctionnaires en service ne sont pas éligibles et toute offre comportant le CV d'un fonctionnaire sera rejetée.

IV-2-1-2 : L'organigramme complet de l'entreprise

IV-2-1-3 : La liste du personnel fixe qualifié :

Le candidat fournira la liste du personnel fixe qualifié (Minimum BAC+2) et employé sans interruption depuis un an au siège du candidat (fournir les photocopies des contrats de travail du personnel ainsi que les CV signés par les intéressés).

NB : Le personnel proposé ne sera considéré dans l'évaluation que si les pièces justificatives requises datant de moins de trois mois et se rapportant audit personnel sont fournies et dûment signées.

IV. 2.2 Références du BET

Le candidat produira la liste de ses références comme prestataires principal ou sous-traitant au cours des dix dernières années tout en précisant :

- Les projets d'études ou de contrôle de construction ou de réhabilitation des ponts de plus de 60 ml ;
- Les projets d'études ou de contrôle des travaux de bitumage des routes d'un linéaire de plus de 15 km ;

Pour être prise en compte dans l'évaluation, chaque référence en prestations similaires devra être justifiée par l'extrait du contrat comportant les premières et dernières pages, les pages de signatures, conjointement avec les attestations de bonne fin ou les procès-verbaux de réception correspondants et pour le suivi des travaux les procès-verbaux d'évaluation des prestations par la commission de suivi et de recette technique délivrés par les services du Maître d'Ouvrage. Ces documents devront être clairs et lisibles.

Seules les références provenant des structures étatiques (ministères, mairies, sociétés de développements, etc.) seront acceptées.

IV.2.3 Moyens logistiques, techniques et matériels

Le Candidat devra proposer la liste et l'état du matériel nécessaire à l'exécution des prestations.

Il est prévu une possibilité de la location ou d'acquisition après attribution de véhicules pour cette opération.

Le BET devra justifier de la propriété et de l'état du matériel nécessaire à l'exécution des prestations. Les justificatifs du matériel sont les photocopies certifiées conformes des cartes grises légalisées par les services compétents du ministère des transports, ou les photocopies certifiées conformes d'attestation de dédouanement datant de moins de trois mois à la date limite de remise des offres pour le matériel roulant, et les photocopies certifiées de factures pour les autres matériels.

En cas de location, joindre une copie du contrat de location et les copies certifiées conformes des pièces justifiant que la partie qui loue le matériel en est propriétaire. Ces pièces doivent dater de moins de trois mois à la date limite de remise des offres.

➤ **La liste du matériel minimum à fournir est la suivante :**

- 2 Pick up 4x4 ;
- 1 station totale pour topographie ;
- 2 niveaux de précision ;
- 2 ordinateurs portables ;
- 2 ordinateurs complets (desktop) ;
- 01 imprimante laser et couleur ;
- 01 scanner ;
- 01 photocopieuse ;
- GPS pour le matériel topographique.

IV.2.4 L'autorisation de vérification des déclarations

Cette autorisation, dûment signée du Directeur Général du BET ou de chaque membre du groupement, devra permettre à Monsieur le Ministre des Travaux Publics de procéder à toute vérification jugée nécessaire pour s'assurer de l'exactitude des informations relatives à la référence ou aux matériels déclarés par le candidat.

N.B : La localisation dudit matériel doit être précisée, étant entendu que des vérifications pourront être faites par le Maître d'Ouvrage en cas de besoin.

V Critères d'évaluation du Dossier Technique

V.1- Critères éliminatoires

Pièces administratives :

- a) Absence ou non-conformité d'au moins une des pièces du dossier administratif ;
- b) Fausse déclaration ou pièce falsifiée

Offre technique :

- a) Fausse déclaration, documents falsifiés ;
- b) Absence d'un accord de groupement le cas échéant ;
- c) N'avoir pas obtenu une note technique supérieure ou égale à **70/100**
- d) Utilisation d'un agent public sans justificatif de sa libération.

V.2- Critères essentiels

Le dossier technique sera évalué sur 100 points suivant les critères ci-après :

- | | | |
|--|---|-------------|
| 1) Expérience et qualification du personnel expert | = | 60 points ; |
| 2) Référence du BET | = | 25 points ; |
| 3) Moyens matériels | = | 15 points. |

NB : Les pièces administratives et techniques signées par les personnalités non compétentes ne seront pas prise en compte.

VI - Dépôt des Dossiers

Les dossiers de candidature rédigés en français ou en anglais en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et quatre (04) copies doivent être remis sous pli fermé et scellé à la Direction des Contrats, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 207, le 21 APR 2022 à 15 heures précises au plus tard, heures locales avec la mention :

“ AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTÉRÊT
N° 024 /ASMI/MINTP//SG/DCT/CAO/IE1/NS/2022 DU 21 MARS 2022

POUR LE CONTROLE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION OU DE REHABILITATION DE CERTAINS PONTS ET DE LEURS ACCES SUR LE RESEAU NATIONAL. ”

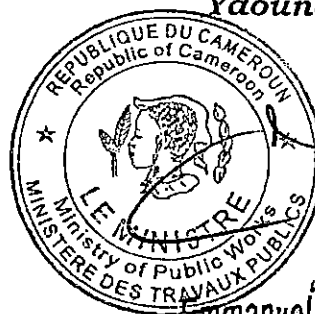
VII-- RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements complémentaires sur le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt peuvent être obtenus tous les jours et heures ouvrables au Ministère des Travaux Publics, à la Direction des Etudes Techniques Routières et d'Ouvrages d'arts, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé, Tél : 222 22 06 54.ou à la Direction des Contrats, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 206.

VIII - PUBLICATION DES RÉSULTATS

L'avis d'appel d'offres restreint tient lieu de publication du résultat de la pré-qualification. Les BET retenus à l'issue du présent ASMI seront consultés dans le cadre des appels d'offres nationaux restreints pour le contrôle et la surveillance des travaux de construction ou de réhabilitation de certains ponts et de leurs accès sur le réseau national, conformément à l'article 76 du décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics au Cameroun.

Yaoundé, le 21 MARS 2022



Emmanuel NGANOU D.



No. 023

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

/ASMI/MINTP/SG/DCT/CAO/IE1/NS/2022 OF 21 MARS 2022
FOR THE CONTROL AND MONITORING OF THE CONSTRUCTION OR
REHABILITATION OF SOME BRIDGES AND THEIR ACCESS ROADS ON THE
NATIONAL NETWORK.

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues a Request for Expression of Interest (ASMI) intended for technical consulting firms and/or joint ventures of the Building and Public Works sector willing to participate in the pre-selection in view of these services.

I- PURPOSE OF THE CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

The objective of this Request for Expression of Interest is to pre-select technical consulting firms and/or joint-ventures willing to participate in a Restricted International Call for Tenders for the control and monitoring of the construction or rehabilitation of some bridges and their access roads on the national network.

II-QUALIFICATION CRITERIA

1. Must be a consulting firm or joint venture of the Building and Public Works sector;
2. Must show proof of relevant administrative, technical and financial capacities, especially:
 - Must submit an administrative file compliant with the specifications of point III.1 below;
 - Must have enough experience in the relevant field (**control and monitoring of bridge construction or rehabilitation works**);
 - Must have the equipment and staff compatible with the services to be provided;
 - Must have a financial capacity that can pre-finance the services.

III-DESCRIPTION OF THE SERVICE

Overall, the services expected from technical consulting firms include the following:

- Supervising the execution of works;
- Ensuring the technical and geotechnical control of the execution of works;
- Proposing service orders, necessary for the proper execution of works to the Contract Service Head for signing;
- Ensuring quality and the implementation of environmental protection measures;
- Ensuring the drafting of post-completion drawings.

IV- APPLICATION FILE

Lest they be disqualified, the applicant shall present, in the clearest and most detailed way possible, the following documents, which shall be submitted and subject to verification;

Supporting documents must be less than three (3) months old on the date of issue of the Call for Expression of Interest.

The application file compiled in a single volume shall include:

IV-1: Volume 1 (Administrative Documents)

The applicant shall provide:

- A cover letter duly dated and signed by the consultant, specifying that he intends to tender for the Restricted International Call for Tenders if he is pre-selected;
- The authorisation for joint-venture, if need be;
- a certified copy of the business register;
- the original or certified true copy of the attestation of non-indebtedness;
- an attestation of non-bankruptcy issued by the court with jurisdiction;
- The original of the attestation of non-exclusion from public contracts issued by the relevant authority.
- The authorisation to verify the references; this authorisation, duly signed by the General Manager, shall enable necessary fact checking, in order to ensure that the information provided on the references are accurate;
- The original of the attestation signed by the General Manager of the National Social Insurance Fund, or one of his duly authorised representatives, certifying that the applicant has paid all the required contributions.

N.B: The consultant shall be disqualified in the event of absence or non validity of one of the above mentioned documents.

IV.2 Volume 2 (Technical file)

The technical file shall comprise:

IV-2-1: Human resources

IV-2-1: List of Supervisory Staff

The consultant shall submit the list of key staff along with:

- a curriculum vitae signed by each staff member;
- a certified true copy of the diploma of each staff member;
- the attestation of availability of each staff member.
- the attestation of enrolment into the NOCE;

The expert shall score a zero (0) for non-submission of one of the above documents.

To this effect, the contractor shall show proof of its capability to mobilise the following supervisory staff:

	Profile/Training	Experience and references
1	One Head of Mission, Civil Engineer (≥Bac/GCE AL+3) or Engineering Structures Engineer, by training. Expert in Engineering Structures Construction	(i) Must have ten (10) years of general experience in the execution of missions to support the public authority (studies, control, technical assistance) in the field of road infrastructure construction or rehabilitation; (ii) Must have already carried out, in this position, at least two (2) projects for studies or control of the

	Profile/Training	Experience and references
		construction or rehabilitation of bridges (L≥60ml), or roads with engineering structures (L≥60ml-long bridge) or must have been an Engineering Structures Engineer for at least four (4) construction or rehabilitation of engineering structures' projects (L≥60ml-long bride) or roads comprising bridges (L ≥ 60ml).
2	Engineering Structures Engineer , Civil engineer by training or equivalent (≥Bac/GCE AL+3) at least	(I) Must have seven (7) years of general experience in the execution of missions to support the public authority (studies, control, technical assistance) in the field of road infrastructure construction or rehabilitation; (ii) Must have carried out at least two (2) projects to study or control the construction or rehabilitation of bridges (L≥60ml), or roads comprising engineering structures (L≥60ml-long bridges);
3	Road Engineer , Civil engineer or equivalent by training (≥Bac/GCE AL +3) at least	(I) Must have seven (7) years of general experience in the execution of missions to support the public authority (studies, control, technical assistance) in the field of road infrastructure construction or rehabilitation; (ii) Must have carried out at least two (2) projects for studies or control of the construction or rehabilitation of roads comprising engineering structures (L≥60ml-long bridge);
4	Engineering structure senior technician (≥Bac/GCE AL +2) or more	Must have seven (7) years of experience at least and must have occupied this position in at least two (2) projects for the control of construction or rehabilitation of engineering structures.
5	Road senior technician by training (≥Bac/GCE AL +2) at least	Must have seven (7) years of experience at least and must have occupied this position in at least two (2) projects for the control of construction or rehabilitation of roads comprising engineering structures (L≥60ml-long bridge).
4	Environmental ist, with a university degree (diploma related to this training (≥Bac/GCE AL +3) at least	(i) Must have seven (7) years of experience at least and must have previously occupied this position in projects for studies or control of the construction or rehabilitation of roads and engineering structures.
5	Geotechnical Engineer , Civil Engineer by training (BAC/GCE AL+3) or holder of a university degree (≥Bac/GCE AL+4) or equivalent	(i) Must have at least seven (7) years of experience in the monitoring of studies or geotechnical control of road and bridge works, and must have previously occupied this position in at least two (2) similar projects.
6	Land Surveying Senior Technician (≥BAC/GCE AL+2) at least	(i) Must have a minimum experience of seven (7) years and must have previously occupied this position in at least two (2) road study projects ≥20km, comprising engineering structures, and at least one (1) project for studies or control of a L≥60ml-long bridge.

It should be reminded that civil servants on duty shall not be eligible and any offer containing the CV of a civil servant shall be rejected.

IV-2-1-2: The comprehensive organisation chart of the consulting firm

IV-2-1-3: List of permanent qualified staff:

The applicant shall submit the list of permanent qualified staff (BAC/ GCE A/L+2 years at least) employed one year running at the applicant's headquarters (provide photocopies of employment contracts of the staff as well as CVs signed by the concerned).

NB: The proposed staff shall be assessed only if the relevant justifications dating less than three months are duly signed and submitted.

IV 2.2 References of the technical consulting firm

The applicant shall submit the list of their references as main contractor or sub-contractor over the past ten years, while specifying:

- The projects for studies or control of the construction or rehabilitation of bridges of more than 60 ml;
- The projects for studies or control of the pavement works of roads of more than 15 km;

To be taken into account in the evaluation, each reference for similar services must be justified by the extract of the contract comprising the first and last pages, pages bearing signatures, together with corresponding attestations of proper completion or the minutes of final acceptance and, for the follow-up, the Minutes of the Monitoring and Technical Acceptance Commission issued by the Project Owner. These documents must be clear and legible.

Only the references from State own institutions (ministries, councils, development companies, etc.) shall be accepted.

IV.2.3 Logistics, Technical and Material Resources

The applicant shall propose the list and condition of equipment necessary for providing the services.

There is provision for leasing or acquiring vehicles after contract award.

The technical consulting firm shall state the condition and show proof of owning the equipment necessary for providing the services. The supporting documents for equipment are: certified true photocopies of car registration certificates by competent services of the ministry of transport, or certified true photocopies of customs clearance certificate dated less than three months at the tender submission deadline, as concerns rolling stock, and certified photocopies of invoices for other equipment.

In the event of rental, attach a copy of the rental contract and certified true copies of the documents attesting that the party that rents out the equipment is the owner. These documents must date no more than three (3) months on the tender submission deadline.

➤ **The list of minimum equipment to be provided is as follows:**

- 2 Pick-up 4x4;
- 1 total station for land surveying;
- 2 accurate meters;
- 2 laptops,
- 2 desktops,

- 1 colour laser printer,
- 1 scanner,
- 1 photocopier,
- GPS for land surveying equipment.

III.2.4 Authorisation to verify declarations

This authorisation duly signed by the General Manager of the consulting firm or each member of the joint venture, shall enable the Minister of Public Works to possibly carry out any verification deemed necessary in order to ascertain the exactness of the information relating to the references or equipment declared by the applicant.

N.B: The location of the said equipment must be stated to enable verification by the Project Owner, if need be.

V. Technical file evaluation criteria

V.1 Eliminary criteria

Administrative Documents:

- a) Absence or non-compliance of at least one of the documents in the administrative file;
- b) False declaration or forged documents;

Technical proposal:

- a) False declaration, forged documents;
- b) Absence of the authorization for joint-venture, if applicable;
- c) Not having obtained a technical mark of **70/100** at least.
- d) Presence of a public service employee without justification of their availability.

V.2 Essential criteria

The technical file will be evaluated on 100 points according to the following criteria:

- | | | |
|--|---|------------|
| 1) Experience and qualification of experts | = | 60 points; |
| 2) Reference of Technical Consulting firm | = | 25 points; |
| 3) Equipment | = | 15 points. |

NB: The administrative and technical documents signed by non relevant authorities shall not be taken into account.

VI-Submission of files

Drafted in quintuplet (5) including one (1) original and five (4) copies, the files shall be submitted, in a sealed envelope to the Ministry of Public Works, Department of Contracts/ Tenders Unit, located on the 2nd floor of the new 3-story building hosting the Central Services of the Ministry of Public Works, situated in Yaounde in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, latest on 21 APR 2022 at **3:00 p.m.** They shall bear the following:

“CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST
/ No. 023 /ASMI/MINTP/SG/DCT/CAO/IE1/NS/2022 OF 21 MARS 2022

**FOR THE CONTROL AND MONITORING OF THE CONSTRUCTION OR
REHABILITATION OF SOME BRIDGES AND THEIR ACCESS ROADS ON THE
NATIONAL NETWORK.”**

VII-FURTHER INFORMATION

Additional information on this Request for Expression of Interest can be obtained every working hours in the Ministry of Public Works in Yaounde, Department of Technical Studies for Roads and Engineering Structures, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre in Yaounde, Tel.: 222 22 06 54 or at the Department of Contracts, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some central services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 206.

VIII- PUBLICATION OF RESULTS

The Limited National Invitation to Tender shall serve as the results of the pre-selection. The technical consulting firms selected after this ASMI shall be consulted as part of the Limited National Call for Tender for the control and monitoring of the construction or rehabilitation of some bridges and their access roads on the national network, in compliance with Article 76 of Decree No. 2018/366 of 20 June 2018 on the Public Contracts Code in Cameroon.

Yaounde, on 21 MARS 2022



Emmanuel NGANOU D.